



## Assemblée générale

Distr. générale  
22 mars 2006

Soixantième session  
Point 11 de l'ordre du jour

### Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 2005

[sans renvoi à une grande commission (A/60/L.42 et Add.1)]

#### **60/182. La place des diamants dans le financement des conflits : rompre le lien entre le négoce illicite des diamants bruts et les conflits armés afin de contribuer à la prévention et au règlement des conflits**

*L'Assemblée générale,*

*Constatant* que le commerce des diamants du sang est un sujet de grave préoccupation à l'échelle internationale et qu'on peut le rattacher directement à des conflits armés, aux activités de mouvements rebelles visant à ébranler ou renverser des gouvernements légitimes et au trafic et à la prolifération des armes, en particulier des armes légères,

*Constatant également* que les conflits entretenus par le commerce des diamants du sang ont des effets dévastateurs sur la paix et la sécurité des populations des pays touchés et que des violations systématiques et flagrantes des droits de l'homme ont été commises lors de ces conflits,

*Notant* que ces conflits nuisent à la stabilité régionale, et rappelant les obligations que la Charte des Nations Unies impose aux États quant au maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Constatant* par conséquent qu'il est impératif de continuer d'agir pour mettre fin au négoce des diamants du sang,

*Constatant également* les effets bénéfiques du commerce licite des diamants pour les pays producteurs, et soulignant qu'il faut continuer de prendre des mesures à l'échelle internationale pour éviter que le problème des diamants du sang n'ait une incidence négative sur ce commerce dont la contribution à l'économie de nombreux pays producteurs, exportateurs ou importateurs, en particulier parmi les pays en développement, est primordiale,

*Notant* que la grande majorité des diamants bruts produits dans le monde est de provenance licite,

*Rappelant* la Charte et toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux diamants du sang, et résolue à appuyer activement l'application des dispositions prévues dans ces résolutions,

*Rappelant également* la résolution 1459 (2003) du Conseil de sécurité, en date du 28 janvier 2003, dans laquelle le Conseil a appuyé vigoureusement le Système de

certification du Processus de Kimberley<sup>1</sup>, qui constitue un précieux moyen de lutte contre le trafic des diamants du sang,

*Se félicitant* de l'importante contribution du Processus de Kimberley, dont l'initiative revient à des pays d'Afrique producteurs de diamants,

*Convaincue* que l'application du Système de certification du Processus de Kimberley devrait réduire considérablement le rôle que peuvent jouer les diamants du sang dans le financement des conflits armés et contribuer à protéger le commerce licite et à faciliter l'application effective des résolutions sur le négoce des diamants du sang,

*Rappelant* ses résolutions 55/56 du 1<sup>er</sup> décembre 2000, 56/263 du 13 mars 2002, 57/302 du 15 avril 2003, 58/290 du 14 avril 2004 et 59/144 du 15 décembre 2004, dans lesquelles elle a demandé que soient élaborées et mises en œuvre des propositions visant à créer un système international simple, efficace et pragmatique de certification pour les diamants bruts,

*Se félicitant* à cet égard de la mise en application du Système de certification du Processus de Kimberley, avec le souci de ne pas nuire au commerce licite des diamants, de ne pas imposer un fardeau excessif aux gouvernements ou à l'industrie, en particulier aux petits producteurs, et de ne pas freiner le développement de l'industrie du diamant,

*Se félicitant également* que des pays et une organisation d'intégration économique régionale aient décidé de s'attaquer au problème posé par les diamants du sang en participant au Processus de Kimberley et de mettre en application le Système de certification du Processus de Kimberley,

*Se félicitant en outre* de l'importante contribution de l'industrie du diamant, en particulier du Conseil mondial du diamant, ainsi que de la société civile, à l'action menée à l'échelle internationale pour mettre un terme au commerce des diamants du sang,

*Se félicitant* des initiatives volontaires d'autoréglementation de l'industrie du diamant annoncées par le Conseil mondial du diamant, et estimant qu'un tel système d'autoréglementation volontaire contribuera, comme il est dit dans la Déclaration d'Interlaken du 5 novembre 2002 sur le Système de certification des diamants bruts du Processus de Kimberley<sup>2</sup>, à assurer l'efficacité des systèmes nationaux de contrôle interne des diamants bruts,

*Notant avec satisfaction* que les débats du Processus de Kimberley se sont déroulés sans exclusive, avec la participation de toutes les parties prenantes, y compris les pays producteurs, exportateurs et importateurs de diamants bruts, l'industrie du diamant et la société civile,

*Considérant* que la souveraineté des États doit être pleinement respectée, tout comme les principes de l'égalité, de l'intérêt mutuel et de la recherche de consensus,

*Considérant également* que le Système de certification du Processus de Kimberley, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003, ne sera crédible que si tous les participants établissent des systèmes de contrôle interne visant à éliminer les diamants du sang de la chaîne de production, d'exportation et d'importation de

---

<sup>1</sup> Voir A/57/489.

<sup>2</sup> Ibid., annexe 2.

diamants bruts sur leurs territoires, tout en gardant à l'esprit que la diversité des méthodes de production, des pratiques commerciales et des contrôles institutionnels pourrait imposer l'adoption de démarches différentes pour satisfaire aux normes minimales,

1. *Réaffirme son ferme et constant appui* au Système de certification du Processus de Kimberley<sup>1</sup> ;

2. *Considère* que le Système de certification du Processus de Kimberley peut faciliter l'application effective des résolutions du Conseil de sécurité imposant des sanctions contre le négoce des diamants du sang, et demande que soient intégralement appliquées les mesures déjà adoptées par le Conseil pour lutter contre le commerce illicite des diamants bruts qui contribue à entretenir les conflits ;

3. *Est consciente* de l'importance des efforts faits à l'échelle internationale pour résoudre le problème des diamants du sang, notamment du Système de certification du Processus de Kimberley, efforts qui ont contribué au règlement des conflits en Angola, au Libéria, dans la République démocratique du Congo et en Sierra Leone, ainsi que de l'utilité actuelle et future du Système de certification en tant que moyen de prévenir les conflits ;

4. *Souligne* qu'il faut absolument que la participation au Système de certification du Processus de Kimberley soit la plus large possible et qu'il convient de l'encourager, et prie instamment tous les États Membres de participer activement au Système en se conformant à ses engagements ;

5. *Prend note avec satisfaction* du rapport que la présidence du Processus de Kimberley a présenté en application de sa résolution 59/144<sup>3</sup>, et félicite les gouvernements ainsi que les représentants de l'organisation d'intégration économique régionale, de l'industrie organisée du diamant et de la société civile participant au Processus d'avoir contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre du Système de certification du Processus de Kimberley ;

6. *Prend note* de la décision prise par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce le 15 mai 2003 d'accorder, s'agissant des mesures prises aux fins de l'application du Système de certification du Processus de Kimberley, une dérogation prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et expirant le 31 décembre 2006<sup>4</sup> ;

7. *Se félicite* de l'adoption à la réunion plénière du Processus de Kimberley, tenue à Moscou du 15 au 17 novembre 2005, d'une résolution sur la question de la production illicite de diamants en Côte d'Ivoire dans laquelle ont été énoncées une série de mesures pour empêcher que les diamants du sang en provenance de la Côte d'Ivoire ne soient introduits dans les circuits de commercialisation légaux, y compris une évaluation détaillée, effectuée en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, du volume de diamants bruts produits en Côte d'Ivoire ou exportés de ce pays, et encourage la coopération entre le Processus de Kimberley et l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ;

8. *Se félicite également* de l'adoption, par la réunion plénière du Processus de Kimberley, d'une déclaration sur l'amélioration des contrôles internes de la production alluvionnaire de diamants, dans laquelle des recommandations ont été

<sup>3</sup> A/60/589 et corr.1, annexe.

<sup>4</sup> Voir Organisation mondiale du commerce, document WT/L/518. Disponible à l'adresse suivante : <http://docsonline.wto.org>.

formulées pour le contrôle interne de l'extraction alluvionnaire de diamants et les donateurs potentiels ont été encouragés à fournir une assistance pour le renforcement des capacités afin de favoriser l'application efficace du Système de certification du Processus de Kimberley ;

9. *Prend note avec satisfaction* de la contribution du Processus de Kimberley et de sa présidence aux travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria, notamment la présentation d'un rapport sur les résultats de la mission d'experts du Processus de Kimberley au Libéria ;

10. *Se félicite* de l'accord conclu à la réunion plénière du Processus de Kimberley sur le cadre de référence pour l'examen triennal du Système de certification du Processus de Kimberley ;

11. *Se félicite également* des progrès importants accomplis en vue de l'application du dispositif d'évaluation par les pairs prévu dans le Système de certification du Processus de Kimberley, et encourage tous les autres participants à accueillir des visites d'évaluation volontaires ;

12. *Se félicite en outre* des progrès accomplis en matière de collecte de données statistiques et de soumission de rapports statistiques sur la production et le commerce de diamants bruts, et encourage tous les participants au Système de certification du Processus de Kimberley à améliorer la qualité des données afin d'assurer l'application efficace du Système de certification ;

13. *Prend note avec une vive gratitude* de l'importante contribution que la Fédération de Russie, en assurant la présidence du Processus de Kimberley en 2005, a apportée aux efforts déployés en vue d'éliminer le négoce des diamants du sang, et se félicite que le Botswana et l'Union Européenne aient été choisis pour assurer la présidence et la vice-présidence du Processus pour 2006 ;

14. *Prie* la présidence du Processus de Kimberley de lui présenter à sa soixante et unième session un rapport sur l'application du Processus ;

15. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et unième session la question intitulée « La place des diamants dans le financement des conflits ».

*67<sup>e</sup> séance plénière  
20 décembre 2005*